
LE POINT DU JOUR, OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à
l'Assemblée Nationale.*

N^o. CCXV.

Du Mardi 16 Février 1790.

Suite de la discussion sur les ordres religieux.

LA destruction du monachisme en France par les loix constitutionnelles de l'état, est un événement trop important en politique comme en morale, pour que nous passions sous silence les débats qui ont préparé cette belle loi.

C'est une singulière remarque dans l'histoire du monachisme, que le premier pas que firent les communes vers la liberté, par les affranchissemens, fut l'époque où une foule de citoyens allèrent s'ensevelir dans les cloîtres, & que la conquête absolue de la liberté nationale fera celle où les monastères seront détruits.

« L'opinion fit les moines, a dit un historien philosophe ; l'opinion les détruira, & les biens resteront dans la société pour engendrer des familles ».

On se demande de toutes parts : falloit-il détruire ou conserver les ordres religieux en 1789 ? c'est demander en d'autres termes, si dans un pays libre il peut exister des esclaves ; si, chez un peuple qui ne reconnoît que la suprématie de la nation, il doit exister des hommes sujets à d'autres puissances, soumis à d'autres loix que celles de la nation ; s'il peut exister des milliers de citoyens sans cité, des hommes frappés de mort civile sans crime, & des hommes qui ont renoncé aux droits inaliénables de l'hu-

Tome VII,

E

manité ; c'est demander si des constitutions qui n'ont jamais été le fruit de délibérations de la société entière , & contre lesquelles le comité , le clergé , & la puissance civile ont réclamé tant de fois , méritoient les respects d'une assemblée nationale qui veut détruire toutes les corporations , parce qu'elles sont ennemies de la liberté & de l'esprit public , & rappeler les hommes à leurs droits naturels.

M. Barnave a pris la parole après M. du Caila. « Je ne viens pas défendre , a-t-il dit , ceux qui s'étant voués à l'obéissance & à la pauvreté , ne jouissent que de l'indépendance & des richesses , & je parle pour ceux qui n'ont trouvé que malheur & désespoir dans une vocation forcée ou précocce ; je crois qu'il y a deux grandes erreurs dans le calcul de celui qui a parlé avant moi : il a cru que les biens des monastères seroient insuffisans pour les pensions ; mais il est reconnu que ces biens seront plus que suffisans , & que la suppression des monastères sera une opération foncièrement bonne pour la nation , car leur revenu actuel excède le revenu nécessaire pour leurs pensions ; ce qu'il y a de certain , c'est que les ordres monastiques sont inconciliables avec un empire bien organisé , & que leur existence est dangereuse à la religion , & inutile pour les objets auxquels on a voulu les assujettir.

Ici , M. Barnave a été interrompu par MM. Mauri , Dufraisse & l'évêque de Nîmes en ce qu'il traitoit de matières religieuses ; mais M. Barnave a repris bientôt après , en disant : « l'état monastique est contraire à votre déclaration des droits , il suffit de lire le premier article. Je demande si les hommes privés de tous leurs droits naturels sont égaux en droits à tous les autres hommes . . . L'état religieux forme des corporations qui rapportent l'obéissance à des chefs étrangers ; elles ont une subordination différente de celle de la société ; elles sont hors de l'ordre politique. Quant aux ordres consacrés à l'éducation , vous penserez qu'elle doit être confiée à des citoyens ; l'éducation politique ne doit être confiée qu'à des hommes qui ont part à ce même droit politique ;

quant au soulagement des pauvres, les moines sont inutiles, puisque la société peut se charger de ce soin.

» Enfin, MM., vous aurez égard aux vœux ardents d'une multitude de Français qui vous demandent à être libres, à être citoyens, à être utiles; & après avoir, par un premier décret, rendu aux religieux la liberté, vous accorderez sans doute à ceux qui voudront profiter de ce grand bienfait le degré d'aïssance nécessaire pour qu'il ne soit pas illusoire.

Je propose, en conséquence, le projet de décret suivant :

» L'assemblée nationale décrète, comme *article constitutionnel*, que tous les ordres ou congrégations, de l'un & de l'autre sexe, où l'on s'engage par des vœux solennels, sont & demeureront abolis en France, sans qu'on puisse en instituer de semblables à l'avenir, se réservant de statuer ultérieurement & sans délai sur l'état & le traitement des personnes actuellement engagées dans lesdits ordres.

L'on a vu, il y a peu d'années, le clergé séculier se montrer le plus grand ennemi des ordres religieux. Une commission composée de prélats, fut établie pour les réformer ou les proscrire; la prélature alors croyoit servir la religion; aujourd'hui, tout est changé. M. l'évêque de Nancy craignoit qu'on ne portât atteinte à la religion, & il a cité à ce sujet l'opinion d'un grand roi; que *rien n'étoit plus capable d'affaiblir l'empire de la religion catholique, que d'enlever aux églises leur patrimoine*. Il auroit pu ajouter, a dit ce prélat, *que de supprimer les ordres religieux*; mais Frédéric n'auroit furement jamais parlé ainsi.

M. l'évêque comparant ensuite la nécessité de la dépense du culte & des ministres avec la possibilité des ressources qui nous restent, disoit qu'en exagérant même au-delà de 150 millions la possibilité des revenus ecclésiastiques, il ne resteroit plus que 56 millions. Passant ensuite à la question de la suppression des religieux, il voyoit dans un pareil décret l'encouragement à l'apostasie, la morale attaquée, des sujets de scandale donnés au siècle, les

charges de l'état augmentées, l'ordre social, & toutes les successions troublées, &c. &c.....

Le prélat trouvoit trop modique la pension de huit cents livres proposée par le comité; il portoit à 52 mille le nombre des religieux des deux sexes, & le montant des pensions à 42 millions.

« L'état, ajoutoit-il, pourroit-il supporter cette surcharge? & s'il ne l'acquittoit pas, que deviendroient tant de malheureuses victimes de la spéculation financière que l'état a fait sur leurs biens? N'avons-nous pas sous les yeux l'exemple de cette société célèbre consacrée à l'éducation publique, à qui la France a donné une pension modique, honteuse & barbare de quatre cents livres qui ne leur est pas même payée, & qui sans les secours de la charité, périroient de besoin? »

M. l'évêque de Nanci attaquoit ensuite le projet de faire administrer les biens ecclésiastiques par la nation; il n'approuvoit ni l'administration par communautés, ni la régie générale qu'il trouvoit encore plus ruineuse & plus tyrannique.

« Que diront nos commettans, s'écrioit-il, lorsqu'ils auront vu les fondations de leurs pères dissipées, la religion ébranlée, les autels & les ministres dépouillés, les cloîtres ouverts & profanés, les biens de l'église mis à l'encan, la subsistance des pauvres compromise, les campagnes frappées de stérilité par la suppression de ces établissements religieux qui leur donnoient la vie, en entretenant le travail & la circulation? »

« C'est assez de ruines, s'écrioit-il; sortons enfin du milieu de tant de décombres amoncelés; ce n'est pas par de nouveaux malheurs que nos finances se rétabliront; que les créanciers de l'état, cette classe de citoyens si nombreuse, & peut-être si alarmée, pourront être payés. Renonçons à tous ces remèdes empiriques, dont l'annonce fastueuse semble promettre la vie, mais dont l'effet inévitable est de donner la mort; ce n'est pas d'évacuer les cloîtres,

C'est de remplir le trésor public, qu'il faut s'occuper sans délai. Ainsi je pense que, conformément au décret du 2 novembre, il ne peut-être rien statué sur la suppression des corps religieux, que d'après *les instructions des provinces*; que rien à cet égard, ne doit être exécuté *que sous leur surveillance*; & que la loi suprême du salut de l'état, exige que l'assemblée s'occupe dès ce moment du rapport, & de la plus prompte organisation possible du nouveau système de finances, seul remède aux maux incalculables, qui menacent la fortune publique.

Quelques membres ont demandé l'impression de ce discours, mais l'assemblée consultée, l'a refusée.

Ainsi s'est terminée la discussion de cette séance.

Celle de samedi fut encore plus orageuse. Jamais les débats n'avoient été si tumultueux; jamais, le combat des principes & des erreurs, de la raison & des préjugés, n'avoient été plus constans & plus opiniâtres. Pendant que d'un côté l'humanité réclamoit ses droits sacrés, le fanatisme sembloit de l'autre déployer toutes ses ressources pour les lui enlever.

Nous renvoyons aux numéros suivans, la suite de ces débats.

Séance d'hier.

La lecture du procès-verbal a donné lieu à quelques débats sur la rédaction de la partie du décret qui concerne les religieuses. M. de Noailles a demandé que le mot *celles* fût retranché de l'article II, ainsi que celui *seront*, qui implique avec le mot *oblige* du troisième article. Il a représenté que le vœu manifeste avoit été de conserver aux religieuses la liberté de continuer à vivre dans leurs maisons, à la différence des religieux qui étoient obligés de se réunir. Il a demandé en conséquence que l'article II fût rédigé d'une manière claire & précise, & qui assurât aux religieuses le sort tranquille qu'elles devoient attendre d'une nation franche & généreuse.

M. Target a appuyé cette demande & l'assemblée après

avoir accepté la modification proposée a ordonné que l'article II du décret seroit conçu en ces termes :

« Il sera indiqué des maisons où seront tenus de se retirer les religieux qui ne voudront pas profiter de la disposition du présent décret. »

M. Duport a observé ensuite qu'aucune protestation ne pouvoit être insérée dans le procès-verbal, & qu'ainsi il falloit en supprimer celles de quelques députés des provinces belgiques.

M. l'abbé d'Eymar a répondu qu'il n'avoit réclamé que la conservation de quelques maisons religieuses dans une partie de l'Alsace. M. Virieux a prétendu qu'il n'avoit fait qu'une simple pétition.

M. Koffman a dit que son mandat portoit à la vérité sur la conservation des maisons religieuses ; mais que c'étoit pour éviter leur union à certains chapitres nobles, comme on en a vu des exemples.

L'évêque de Lidda a soutenu la même opinion. Le prince de Broglie pensoit qu'il étoit utile de conserver au moins momentanément quelques maisons religieuses dans l'Alsace, mais que ces demandes devoient venir des départemens ; qu'au surplus il n'étoit pour rien dans les demandes d'autres députés.

M. d'Holbecq a demandé que le nom des députés des provinces belgiques fût effacé du procès-verbal ; mais M. Chapelier s'est fortement opposé à ce que ces déclarations qui avoient tout le caractère de protestations, ne fussent point insérées comme il avoit été jugé plusieurs fois par l'assemblée.

La question préalable proposée contre la motion de M. Duport a été rejetée, & il a été décidé que le procès-verbal ne seroit point chargé de pareilles réclamations.

M. d'Harembure a demandé au nom du comité de liquidation, une explication sur l'article IX d'un précédent décret, dont l'exécution embarrassoit les ministres.

Voici l'article. » Le comité rendra compte à l'assemblée

de chaque partie de la dette publique, à raison qu'elle aura été vérifiée, & lui soumettra le jugement de celles qui peuvent être contestées.

Le conseil du roi, conformément à cet article, doit-il continuer les apuremens des comptes dont il est fait ? telle est la première question.

On demandoit encore, si après l'apurement d'un compte ; ou d'une indemnité faite par le conseil du roi, l'assemblée entendoit examiner ensuite elle-même cet apurement.

MM. Goupille, Malouet, Rœderer, Anson & Desmeuniers, ont discuté ces questions. Le résultat a été que le conseil du roi continuera les apuremens des comptes qui sont commencés, & que s'il arrivoit une circonstance où le conseil parut s'être trompé sur cet apurement, ou sur la quotité de l'indemnité, l'assemblée examineroit alors dans sa sagesse, ce qu'il seroit raisonnable de faire.

L'assemblée n'est point allée aux voix sur cet objet ; mais il a paru que c'étoit l'opinion générale.

M. Cernon a fait le rapport de la division du département des Landes. Il a proposé un projet de décret contre lequel M. Mauriette de Floris s'est fortement élevé. Il demandoit de former deux districts dans le pays de Marsan, & qu'il en fût établi un à Villeneuve, qui a été le siège de l'administration.

Un autre député de Marsan a dit que les districts étoient trop dispendieux pour qu'ils fussent si multipliés.

Les députés de Dax demandoient que la première assemblée de département se tint dans cette ville, sauf à délibérer, s'il est plus avantageux, d'alterner avec quelque autre ville, ou de la placer dans le lieu qu'ils trouveront le plus convenable.

M. de Batz a lu une déclaration des députés de la Guyenne tendante à ce que les Landes seules formassent un département. Il a conclu en conséquence à ce que la sénéchaussée de Saint-Sever en fût distraite pour être réunie au Béarn, en ajoutant que M. Gossin avoit rapporté cette

affaire légèrement un jour différent de celui qui lui étoit indiqué.

M. Basquiat a répondu que le décret qui fixoit le département, étoit déjà rendu.

M. Desmeuniers a pris la parole pour défendre M. Gossin de l'inculpation de M. de Batz. « Ce rapporteur a montré tant de zèle, a-t-il dit, il a l'esprit si conciliateur qu'il ne doit pas être accusé, sur-tout quand il est absent. Le décret qu'il a proposé est très-juste, & je conclus après avoir défendu M. Gossin, à ce qu'il n'y ait pas lieu à délibérer sur l'amendement de M. de Batz ».

M. la Reyre, député de Tartas, a plusieurs fois demandé la parole; mais inutilement.

On a mis aux voix la question préalable sur les amendemens de M. de Batz & de M. Mauriette de Floris. Elle a été adoptée, & l'avis du comité a été ensuite décrété. Nous le rappoterons avec ce qui reste à décréter des autres départemens, ainsi que celui de Versailles que nous avons déjà annoncé.

M. de Cernon a rapporté ensuite que plusieurs villes réclamoient que la réserve concernant les tribunaux à établir dans celles qui n'avoient pas de district, fût exprimée dans les décrets rendus pour la division des départemens. Il pensoit que cette expression pourroit calmer la fermentation qui s'élève déjà parmi le peuple de quelques villes.

M. d'Allarde a réclamé avec beaucoup de chaleur qu'une pareille mention fût faite en faveur de Bourbon l'Archambault dans le décret rendu pour le département du Bourbonnois; l'assemblée a jugé qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer. *quant à présent.*

La ville de Bourbon, ainsi que celles qui sont dans le même cas, pourront faire valoir leurs titres & leurs réclamations, lorsque le pouvoir judiciaire sera organisé.

M. Dupont a fait ensuite, au nom du comité de constitution, le rapport des principes qui doivent présider à l'exécution de la division de la France en départemens.

» Le comité regrette, a-t-il dit, de n'avoir pas pour organe le citoyen laborieux qui vous a rapporté dans cette tribune le plus grand nombre des résultats du travail de vos commissaires. M. Gossin avoit désiré qu'il fût possible d'attendre, pour vous en faire le rapport, le résultat de sa santé épuisée par les efforts de son zèle ; mais il a été ensuite le premier à souhaiter que nous n'attendissions pas plus long-temps pour finir une opération si importante à la constitution du royaume ; & en nous cédant l'honneur de parler à sa place, c'est un nouveau sacrifice que son zèle fait encore à la patrie. »

Le rapport de M. Dupont devant être imprimé à la demande de l'assemblée, nous nous contenterons d'en rapporter les deux passages suivans, avec le projet des articles généraux qu'il a proposés.

» Il importe que nul changement ne se fasse dans l'état que par l'autorité du pouvoir législatif. Dans une constitution sage, ce pouvoir émane de la confiance du peuple, & dont les organes sont sans cesse renouvelés par le choix du peuple ne peut être délégué par ce corps, auquel le peuple ne l'a remis que comme une fonction incommunicable. Ce corps doit profiter de toutes les lumières, il ne doit en repousser aucune ; il doit chercher de toutes parts tous les renseignemens ; il doit attacher le plus grand poids à ceux qui lui sont fournis par les corps administratifs, mais dépositaire, avec le chef du pouvoir exécutif, de la *majesté nationale*, il ne doit pas souffrir qu'aucun ordre puisse être donné que par ses décrets ou par le roi, pour leur exécution.

» Cette dignité des deux pouvoirs principaux est l'unique garant de la liberté du peuple, l'unique preservatif contre les conflits d'autorité dont le peuple pourroit être la victime, l'unique assurance que l'ordre régnera dans la société & qu'elle sera gouvernée comme l'univers par des loix uniformes & cohérentes.

» Lorsque vous avez décrété, que les électeurs assemblés dans les départemens ou dans les districts, détermineroient le

lieu soit de leurs séances subséquentes, soit de l'emplacement de tel ou tel établissement. Quel a été votre but? de ne pas vous décider encore, parce que les informations ne vous paroissent point présenter un résultat assez constant, d'attendre en conséquence les lumières ultérieures que l'intérêt des administrés & des *juridiciabiles* & la connoissance qu'ils ont du pays qu'ils habitent, pourroient vous procurer. Vous avez donc ordonné qu'ils délibéreroient pour savoir où il leur paroîtroit plus convenable de placer les différens établissemens sur lesquels vous consultez leur vœu. Vous avez déclaré que vous auriez égard à leurs délibérations & aux propositions qui en seroient la suite : mais vous n'avez pas pu entendre qu'ils seroient dispensés de prendre votre attache ou celle des législatures qui vous succéderont.

» Vous leur avez donné la plus puissante des voix consultatives, & vous avez bien fait, puisqu'elle sera la plus éclairée sur les localités; mais vous ne pouviez pas, sans manquer à leur confiance même, leur donner rien de plus.

» Ainsi, Messieurs, votre comité pense que vous approuverez que, dans le décret général où vous relaterez l'intention que vous avez, que le vœu des assemblées de département ou de district soit le motif déterminant, cette intention soit exprimée de manière à ne laisser aucune équivoque sur les principes constitutionnels qui sont que ce soit vous qui ordonniez conformément à l'intérêt du peuple, après avoir été éclairés par la manifestation de son désir, & par la preuve de son avantage.

Voici les articles généraux à décréter :

ARTICLE PREMIER.

La liberté réservée aux électeurs de plusieurs départemens ou districts par les différens décrets de l'assemblée nationale, pour le choix des chefs-lieux, & l'emplacement de divers établissemens, & celle d'en délibérer, & de proposer à l'assemblée nationale ou aux législatures

qui suivront, ce qui paroîtra le plus conforme à l'intérêt général des administrés & des judiciaires.

A R T. I I.

Toutes les assemblées de département pourront, en tout temps, proposer aux législatures tous les changemens qui paroîtront utiles, quant aux chefs-lieux des départemens & des districts, comme aussi les échanges de territoire entre les départemens ou les districts qui pourroient convenir à l'intérêt des administrés.

A R T. I I I.

Dans toutes les démarcations fixées entre les départemens & les districts, il est entendu que les villes emportent le territoire soumis à l'administration directe de leurs municipalités, & que les paroisses de campagne comprennent de même tout le territoire, tous les hameaux, routes les maisons isolées dont les habitans sont cotisés sur les rôles d'imposition du chef-lieu, & tous ceux qui sont soumis à l'administration spirituelle de la paroisse.

A R T. I V.

Lorsqu'une rivière est indiquée comme limite entre deux départemens ou deux districts, il est entendu que les deux départemens ou les deux districts ne sont bornés que par le fil de l'eau, & que les deux directoires doivent concourir à l'administration de la rivière, sans préjudice du droit provisoirement conservé par l'article précédent aux villes, paroisses & communautés sur le territoire, les hameaux ou les maisons situées de l'autre côté de la rivière, & qui ont dépendu, jusqu'à présent, de l'administration directe de leur municipalité, ou de l'administration religieuse de leurs paroisses.

A R T. V.

Les assemblées de département du district, feront faire, le plus promptement qu'il sera possible, l'arpentage & la carte topographique des paroisses situées sur leurs limites, & enverront copie certifiée de ces cartes & du procès-verbal des arpentages à l'assemblée nationale, ou aux législatures

qui lui succéderont , pour être déposées aux archives nationales , & pour que la véritable configuration des limites de chaque département & de chaque district , puisse être tracées sur les carte autographes de la nation.

A R T. VI.

Il sera libre à toutes les villes , paroisses & communautes , dont le clocher ne sera pas à plus de cinq cents toises des limites des districts , dans l'intérieur de chaque département , & à toutes les villes , paroisses & communautés , dont le clocher principal ne sera pas à plus de mille deux cents toises des limites de départemens , de présenter requête à la prochaine législature , pour passer d'un district ou d'un département dans un autre ; & sur le vu des observations respectives des départemens & des districts intéressés , la prochaine législature prononcera définitivement.

A R T. VII.

La division du royaume en départemens & en districts , n'est décrétée , quant à présent , que pour l'exercice du pouvoir administratif ; & les anciennes divisions relatives au pouvoir judiciaire , subsisteront jusqu'à la nouvelle & prochaine organisation de ce pouvoir ; les dispositions relatives aux villes qui ont été désignées comme pouvant être sièges de tribunaux , sont subordonnées à ce qui sera décrété sur l'ordre judiciaire.

A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement a fini au deux cent dixième numéro , sont priés de renouveler , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. No. 7 & 8 , chez les principaux Libraires de l'Europe.